

Pimco Income löst Total Return ab

Frankfurt. Der von Dan Ivascyn betreute Pimco Income Fund ist mittlerweile größer als der einstmals von Bill Gross gestartete Pimco Total Return, der seit dem Höhepunkt im Jahr 2013 rund drei Viertel seines verwalteten Vermögens verloren hat. Zum Stichtag 28. Februar wies der Pimco Income ein Volumen von 75,4 Mrd. Dollar auf, während der Total Return nach auf der Website von Pacific Investment Management Co. veröffentlichten Daten nur noch auf 74,2 Milliarden Dollar kam. Für die zwölf Monate bis zum 1. März 2017 wies der Pimco Income eine Wertentwicklung von rund elf Prozent auf. Im Jahr 2007 gestartet und von Ivascyn und Alfred Murata gesteuert, hat das Portfolio auf Sicht der vergangenen fünf Jahre 99 Prozent der Produkte in seiner Vergleichsgruppe übertroffen und im vergangenen Jahr mehr an frischem Geld eingesammelt als jeder andere aktiv verwaltete Publikumsfonds. Die Wertentwicklung des Pimco Total Return für die zurückliegenden zwölf Monate beläuft sich auf 3,4 Prozent, und ist damit besser als das Ergebnis von 60 Prozent der Fonds in der Vergleichsgruppe. Das Portfolio, einstmals der größte Publikumsfonds der Welt, wird jetzt von Scott Mather, Mark Kiesel und Mihir Worah verwaltet. Ivascyn hatte Gross im September 2014 als Chief Investment Officer bei Pimco abgelöst, nachdem der Mitgründer aus dem Unternehmen hinausgedrängt worden war. Gross ist jetzt für den Janus Global Unconstrained Bond Fund verantwortlich. *Bloomberg*

Schuler profitiert von Übernahmen

Göppingen. Nach Firmenübernahmen in China und Deutschland hat der nach eigenen Angaben weltgrößte Pressenhersteller Schuler sein Ergebnis deutlich verbessert. Für 2016 meldete das in Göppingen ansässige Unternehmen einen Jahresüberschuss von 77,4 Millionen Euro – gegenüber 39,3 Millionen Euro im Vorjahr. 2016 hatte Schuler den chinesischen Pressenhersteller Yadon und den sächsischen Werkzeugbauer Aweba übernommen. Beide Unternehmen tragen inzwischen deutlich zum Konzernergebnis bei, wie Schuler-Vorstandschef Stefan Klebert erklärte. Der Umsatz blieb 2016 mit 1,17 Milliarden Euro aber knapp unter dem Wert des Vorjahres (1,2 Milliarden). Schuler liefert in zahlreiche Länder unter anderem Pressen, mit denen Karosserieteile oder auch Münzen hergestellt werden, sowie Maschinen für den Bau von Großrohren und Bahnausrüstungen. Im Vorjahr hatten Kosten für einen Konzernumbau den Gewinn stark gedrückt. Durch die Übernahmen von Yadon und Aweba wuchs die Belegschaft von Schuler im Jahr 2016 von 5 167 Mitarbeitern auf 6 617. Zugleich aber wurden in Deutschland im Zuge des Konzernumbaus 420 Arbeitsplätze aufgrund von Werksschließungen gestrichen. *dpa*

Les Banques centrales dans le jeu

A ne pas rater la semaine prochaine sur les marchés financiers

La Banque centrale européenne (BCE) se réunira le 9 mars pour annoncer sa décision concernant les taux directeurs. Les marchés boursiers ne s'attendent pas à une modification substantielle de la politique monétaire.

2017 devrait être l'année du calme plat, à en juger par les dernières déclarations du président de la BCE, Mario Draghi. Aux Etats-Unis, c'est l'inverse: les marchés ont subitement modifié leur calendrier en anticipant une hausse des taux dès ce mois. La nervosité est palpable depuis l'avènement à la présidence de Donald Trump.

Une augmentation des taux à court terme semble peu probable en Europe. Lors de la réunion de décembre, le président de la BCE avait déjà annoncé que le programme de rachat d'actifs sur le marché monétaire allait se poursuivre jusqu'en décembre 2017. La volatilité a été légèrement réduite, de 80 milliards d'euros par mois à 60 milliards, mais cette politique vise à exercer une forte pression à la baisse sur les rendements obligataires du marché secondaire.

Une augmentation des taux directeurs tout en poursuivant une telle politique ne donnerait pas de sens comme les effets se compenseraient. Du coup, il faudra scruter avec attention les éventuelles indications de Mario Draghi sur les intentions dans les mois à venir du comité monétaire concernant l'inflation repartant à la hausse.

La zone euro a connu une belle progression de l'inflation depuis décembre dernier. Le taux est passée de 0,6 % en moyenne annualisée en novembre 2016 à plus de 1,1 % en décembre voire à 1,8 % en janvier de cette année. Mario Draghi a déjà coupé court aux éventuelles spéculations en indiquant que cette accélération de l'inflation reflète les effets de change et la récente hausse des prix de l'énergie.

L'inflation sous-jacente (core inflation), c'est-à-dire l'inflation hors alimentation et énergie, reste à des niveaux très faibles et ne justifie donc pas une intervention immédiate par la BCE. Néanmoins, les tendances macroéconomiques

London/Frankfurt. Die London Stock Exchange (LSE) sichert sich angesichts des drohenden Scheiterns der Fusion mit der Deutschen Börse ab. Bei der Vorstellung der Geschäftsergebnisse für das vergangene Jahr beteuerte die LSE zwar, an dem geplanten Zusammenschluss festhalten zu wollen. Gleichzeitig betonte der Londoner Börsenbetreiber aber seine eigene Stärke und umwarb die Aktionäre mit einer deutlichen Erhöhung der Dividende.

„Die Firmengruppe arbeitet weiter hart an der vorgeschlagenen Fusion mit der Deutschen Börse AG“, erklärte die LSE am Freitag in London. Es werde nun



Il y a peu de chances que le patron de la Banque centrale européenne change quoi que ce soit au niveau des taux. Jeudi, Mario Draghi sera plutôt attendu sur l'inflation. (PHOTO: REUTERS)

poursuivent leur amélioration en zone euro. La dernière publication de la Commission européenne sur les prévisions économiques montre que pour la première fois depuis près de dix ans, les économies de tous les Etats membres de l'UE devraient croître en 2016, 2017 et 2018. Le vieux continent a même réussi à dégager en moyenne une croissance de 1,8 % contre 1,6 % aux Etats-Unis en 2016.

Outre-Atlantique, la présidente de la FED, Janet Yellen, a indiqué lors de sa présentation semi-annuelle devant le congrès que les perspectives économiques se sont brouillées depuis l'avènement de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis. Les promesses du nouveau président, de fortes baisses d'impôts pour les entreprises et pour les particuliers et des hausses des investissements dans les infrastructures, risquent d'impacter fortement l'inflation américaine, et la FED pourrait être obligée de rehausser les taux directeurs plus rapidement que prévu afin de contenir cette poussée inflationniste. Lors de son discours le 14 février, la présidente de la FED s'est exprimée clairement

que le comité monétaire évaluera l'utilité d'une hausse des taux lors de la prochaine réunion, prévue les 14 et 15 mars. Elle a insisté que le maintien d'une politique trop accommodante pourrait s'avérer dangereux pour l'économie américaine. L'argent bon marché pourrait provoquer l'émergence de bulles spéculatives sur les différents marchés comme l'immobilier. La prochaine réunion de la FED sera décisive pour déterminer le calendrier des hausses à venir. Les marchés financiers ont d'ores et déjà intégré cette feuille de route.

Indices à la traîne

Les enquêtes d'opinion des acteurs financiers montrent une probabilité à plus de 80 % pour une hausse des taux, contre 40 % il y a à peine une semaine. Les récentes déclarations de deux membres du comité monétaire de la FED, Charles Evans et Bill Dudley, ont complètement renversé le tableau. Le premier a déclaré qu'il était confortable avec trois hausses de taux en 2017, et Bill Dudley a déclaré mardi qu'un resserrement devenait «impérieux», confirmant les

craintes de certains de ses collègues de voir la FED accentuer son retard sur l'inflation, notamment avec le programme budgétaire et fiscal du nouveau président.

De manière générale, les marchés des actions suivent une belle tendance haussière depuis le début de l'année. Il est à noter que les indices boursiers européens restent à la traîne par rapport aux indices boursiers américains, mais aussi par rapport aux marchés asiatiques et émergents.

Ce retard s'explique en grande partie par la prime de risque que les acteurs de marché réclament par rapport aux échéances électorales européennes risquées, notamment en France ou aux Pays-Bas. L'écart des taux directeurs entre la zone euro et les Etats-Unis va davantage s'accroître. Ceci aura des conséquences sur le taux de change et, par conséquent, sur le commerce entre les deux grandes zones économiques du monde. Reste à voir si le président américain acceptera les conséquences de ces changements.

Mike Felten
Directeur Fortuna Banque s.c.

Fusion mit Deutscher Börse als Ziel

London Stock Exchange sichert sich ab

abgewartet, wie die EU-Kommission entscheide.

Die europäischen Wettbewerbsbehörden wollen sich bis zum 3. April zu der Transaktion äußern. Allgemein wird damit gerechnet, dass das Vorhaben untersagt wird. Denn die LSE weigert sich, die jüngste Vorgabe aus Brüssel zu erfüllen und ihren Mehrheitsanteil an der italienischen Anleihen-Handelsplattform MTS (zu verkaufen).

Kritiker sagen, das Nein zum MTS-Verkauf sei nur ein willkommener Vorwand, um die Fusion mit der Deutschen Börse platzen lassen zu können, ohne selbst das Gesicht zu verlieren. Die Brexit-Ent-

scheidung und nachfolgende Diskussionen um den Standort der gemeinsamen Dachgesellschaft hatten die Stimmung vergiftet.

LSE-Chef Xavier Rolet unterstrich nun bei der Bilanzvorlage die Stärke der Londoner Börse: „Wir bleiben gut aufgestellt über alle Geschäftsbereiche hinweg.“ Die Anleger sollen eine um ein Fünftel höhere Dividende für das Gesamtjahr von 43,2 Pence je Aktie erhalten – „wegen der guten Perspektiven für die Firmengruppe“, wie es hieß.

Die LSE war im vergangenen Jahr gewachsen und hatte auch mehr verdient – allerdings nur, wenn man Spartenverkäufe und

andere Sondereffekte herausrechnet. Diese Faktoren einbezogen, schrumpfte die LSE jedoch und musste einen Gewinneinbruch um mehr als die Hälfte auf unterm Strich 151,9 Millionen Pfund (177 Mio. Euro) hinnehmen. So hatte der Börsenbetreiber einen Verlust aus der Trennung vom Vermögensverwalter Russell Investment Management verbuchen müssen.

Die Deutsche Börse hatte im vergangenen Jahr ihren Gewinn ausbauen können – auf unter dem Strich 722 Millionen Euro. Auch hier sollen die Anleger mehr Dividende erhalten, allerdings fällt der Zuwachs geringer aus als bei den Londoner Kollegen. *dpa*